

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Le législateur entérine les critères de la jurisprudence Antigone en matière pénale

Rosier, Karen

Published in:
Bulletin social et juridique

Publication date:
2014

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Rosier, K 2014, 'Le législateur entérine les critères de la jurisprudence Antigone en matière pénale' *Bulletin social et juridique*, Numéro 511, p. 5.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Le législateur entérine les critères de la jurisprudence Antigone en matière pénale

Alors que plusieurs projets et propositions de loi avaient été introduits et discutés au Parlement et au Sénat pour encadrer la question de l'admissibilité des preuves irrégulières en matière pénale, cette saga législative a trouvé son épilogue ¹.

C'est finalement la proposition de loi portée par M. Landuyt telle qu'amendée le 29 novembre 2012 ² par des parlementaires issus de la majorité qui été adoptée, via la loi du 24 octobre 2013 modifiant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne les nullités.

Alors qu'il s'agissait au départ de modifier l'article 407 du Code d'instruction criminelle, la loi adoptée insère un chapitre VII, « Des nullités », dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale rédigé comme suit :

« Article 32. La nullité et l'exclusion d'un élément de preuve obtenu irrégulièrement ne peuvent être décidées que si :

- le respect des conditions formelles concernées est prescrit à peine de nullité, ou
- l'irrégularité commise a entaché la fiabilité de la preuve, ou
- l'usage de la preuve est contraire au droit à un procès équitable ».

Déjà à l'état de projet, elle a suscité le débat entre partisans et opposants de l'intégration de la jurisprudence *Antigone* dans la loi. Il est vrai que la jurisprudence est maintenant bien établie et que les principales questions qu'elle suscite en matière pénale ont trait aux circonstances qui ont été énoncées par la Cour de cassation au gré de ses arrêts pour guider l'appréciation du juge ³, question non abordée dans le texte de loi. On peut dès lors se demander quelle sera la plus-value de cette disposition, dès lors qu'en outre elle pourrait par ailleurs créer une confusion quant au champ d'application de la jurisprudence *Antigone*. En effet, cette jurisprudence n'avait pas vocation à s'appliquer aux preuves réglementées par la loi, mais uniquement aux preuves dont l'appréciation est laissée au juge du fond. On doit donc constater à ce stade que son principal effet est de « figer » les trois critères de la jurisprudence *Antigone* dans la loi ⁴.

NOTES

¹ Pour une analyse détaillée des différentes propositions et de leur parcours législatif ainsi que de la portée de la nouvelle loi, voy. N. COLETTE-BASECOZ et I. BEKHOUCHE, « Les dernières évolutions concernant les preuves irrégulières en matière pénale », in *La preuve au carrefour de cinq disciplines juridiques*, Limal, Anthemis, 2013, pp. xx et s.

² Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne les nullités, amendement n° 1, Doc. parl., Chambre, sess. 2011-2012, n° 53-41/2.

³ Voy., par exemple, une nouvelle circonstance énoncée dans l'arrêt du 24 avril 2013 de la Cour de cassation, à savoir la violation de formalités substantielles bien que non prescrite à peine de nullité par la loi et qui est relative à l'organisation judiciaire (Cass., 24 avril 2013, J.T., 2013, p. 416, note L. Kennes).

⁴ Ces critères n'avaient jusqu'alors été repris que dans la loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'art. 90ter du Code d'instruction criminelle. L'art. 13 de cette loi exclut l'utilisation dans le cadre d'une procédure menée en Belgique des éléments de preuve recueillis irrégulièrement à l'étranger dans trois cas : lorsque l'irrégularité découle, selon le droit de l'État dans lequel l'élément de preuve a été recueilli, de la violation d'une règle de forme prescrite à peine de nullité, lorsque cette irrégularité entache la fiabilité de la preuve, ou lorsque l'utilisation viole le droit à un procès équitable.